

La gauche israélienne ne parle qu'à elle-même

Une autre conférence de paix à l'époque du génocide et du nettoyage ethnique expose l'incapacité de ce mouvement de plus en plus réduit à influencer notre réalité.

Par [Samah Watad](#). 8 mai 2026 (journaliste politique et sociale palestinienne et journaliste d'investigation vivant en Israël)

Quand je suis entrée au troisième « [Sommet populaire pour la paix](#) » annuel en tant que journaliste palestinienne, je me suis sentie mal à l'aise. Alors que les [deux rassemblements précédents](#) avaient eu lieu pendant le pic du génocide d'Israël à Gaza, la conférence de cette année est survenue à un moment où la perspective d'un avenir pacifique me semble encore plus lointaine, malgré le [soi-disant « cessez-le-feu »](#).

Je suis arrivée au Parc Expo de Tel-Aviv jeudi dernier avec une question en tête : les échanges qui se dérouleront dans ces salles arriveraient-ils un jour aux oreilles du grand public israélien ? Et si oui, comment les idées d'égalité, de compréhension mutuelle et de solutions politiques durables pourraient-elles résonner dans une société qui, en particulier ces dernières années, s'est éloignée de ces concepts ?

Plus de 80 organisations de la société civile avaient passé des mois à préparer la conférence, espérant qu'elle prouverait qu'un autre avenir est possible. Mais il y avait une réticence non dite à se poser la question de savoir si leur politique conserve une quelconque capacité d'entraînement, dans ce qui s'annonce comme une année électorale décisive. Même si je suis quelqu'un qui a tendance à reconnaître l'espoir partout où il existe, aussi faible soit-il, je me retrouve de plus en plus sceptique – non pas quant à la sincérité de ces militants, mais à leur capacité à faire plus que théoriser, pour dépasser la conviction morale et aller vers l'influence politique.

Tout au long des trois débats auxquels j'ai participé, j'ai hésité avant de remettre en question d'autres participants, car je craignais d'apparaître soit trop provocatrice, soit trop méprisante envers des militants qui croient évidemment en leur travail. Beaucoup ont parlé honnêtement de la paix, du partenariat israélo-palestinien et de la nécessité d'imaginer un avenir de justice et d'égalité. Mais lorsque les discussions ont abordé la question pratique de changer le discours public israélien, les choses sont devenues vagues.

Certains se sont tus. D'autres ont contourné le problème en évoquant le changement culturel à long terme, mais personne n'a pu fournir de stratégies pratiques concrètes. Quelques-uns ont admis, tranquillement, qu'ils n'en avaient pas.

À certains égards, la conférence était consciente de ses propres limites. Maya Savir, l'une des organisatrices, m'a dit que le but était simplement de « *ramener ces mots et ces idées dans l'espace public, permettant ainsi aux gens de les entendre à nouveau* », plutôt que de produire un changement immédiat et tangible. C'est sans aucun doute utile. Mais, localisé dans l'auditorium, l'événement pouvait souvent sembler profondément déconnecté de la réalité politique et sociale à l'extérieur, à tel point que j'en suis arrivée à m'interroger sur l'utilité même d'un tel événement.

Plus qu'un écart conceptuel

Savir, qui a grandi dans les cercles de construction de la paix d'Israël, a soutenu que la conférence n'était pas à la marge, mais un reflet des changements au sein de la société israélienne. Selon elle, plus d'Israéliens sont aujourd'hui au moins disposés à reconnaître les droits des Palestiniens, même s'ils ne sont pas d'accord sur ce que la garantie de ces droits nécessiterait.

« *Nous devons revenir à parler de valeurs – l'égalité, la justice et le droit des deux peuples à vivre ici* », a-t-elle déclaré. La conviction, derrière ses mots, était sincère. Mais les valeurs ne constituent pas un programme politique. Plusieurs militants avec qui j'ai parlé ont reconnu combien il était difficile d'évoquer ces idées, même au sein de leurs propres familles.

Asad Ghanem, un politologue palestinien de l'Université de Haïfa qui n'a pas assisté à la conférence, a expliqué que cet écart entre les valeurs déclarées et leur traduction politique était prévisible : la société israélienne a subi un profond changement structurel vers la droite, au point que le simple fait d'affirmer que les Palestiniens ont certains droits – avant même de proposer comment ils peuvent être accordés – est maintenant considéré comme radical.

« *Ces voix sont importantes* », a-t-il déclaré à propos des quelque 5 000 personnes qui ont assisté à la conférence. « *Mais elles sont très peu nombreuses.* »

Le moment où la conférence a abordé un peu plus la discussion sur les solutions pratiques, cela s'est traduit par des invocations répétées de la solution à deux États – le dernier cadre politique familier auquel de nombreux militants du « camp de la paix » d'Israël s'accrochent encore – malgré le fait que les fondements territoriaux et politiques d'une telle solution [ont largement disparu](#).

Lorsque j'ai partagé mes sentiments confus à propos de la conférence avec Emilie Moatti, une ancienne membre de la Knesset au sein du Parti travailliste qui se présente maintenant avec le Parti démocrate sioniste de gauche, elle a répondu avec assurance en ce qui concerne les perspectives du parti lors des prochaines élections : « *Nous gagnerons, et nous apporterons un accord* ». Croit-elle vraiment que quelqu'un comme Naftali Bennett – l'ancien dirigeant des colons qui aspire à remplacer Benjamin Netanyahu comme Premier ministre – serait prêt à former une coalition capable d'inverser la trajectoire d'Israël vers une annexion et un anéantissement à venir ?

Dans le contexte du génocide à Gaza et du nettoyage ethnique à travers la Cisjordanie, l'absence de stratégies politiques concrètes est plus qu'un fossé conceptuel. Pour les Palestiniens, cela signifie que si les discussions sur la coexistence se déroulent à l'intérieur des salles de conférence, leurs souffrances continuent – et même s'aggravent.

La question palestinienne

Ma désillusion à l'égard de la conférence découle également de la place particulière des Palestiniens en son sein. Malgré notre présence physique au sommet, et le fait que plusieurs Palestiniens se soient exprimés depuis la scène principale, il a souvent semblé qu'un seul type spécifique de perspective politique palestinienne était mis en évidence et présenté comme s'il était représentatif de tous les Palestiniens sur cette terre et dans la diaspora.

Plutôt qu'un peuple avec nos propres visions politiques diverses et complexes, nous étions généralement traités comme un monolithe. Par moments, on avait l'impression qu'un cadre politique particulier était imposé aux Palestiniens plutôt que véritablement négocié avec nous.

Pour être claire : je ne rejette pas l'importance du travail de ces militants. Parler ouvertement de mettre fin à l'occupation dans l'Israël d'aujourd'hui est rare et comporte des risques. Néanmoins, il y a peu d'espace dans ces cercles pour considérer la myriade de préférences des Palestiniens, même celles qui peuvent être plus difficiles à avaler.

Sondos Saleh, une ancienne membre palestinienne de la Knesset élue dans le cadre de la [Liste commune](#) en 2020, a expliqué que la conférence n'avait pas besoin d'offrir des solutions réalisables pour en valoir la peine. « *Nous devons être dans tous les espaces* », a-t-elle déclaré. « *Si nous n'y sommes pas, quelqu'un d'autre parlera pour nous, ou les décisions seront prises sans nous.* » En même temps, elle s'est demandé si des initiatives comme celle-ci pouvaient enrayer de manière significative le virage à droite d'Israël tandis que les discussions quittaient rarement ces cercles.

Amal Oraby, un avocat palestinien et militant politique qui a animé une session en Cisjordanie, a abordé la question de manière plus pragmatique. Compte tenu des réalités politiques et matérielles indigentes des Palestiniens, a-t-il soutenu, l'accent devrait être mis immédiatement sur la simple réduction des dommages.

« *Je me rends compte de la complexité de ce que nous traversons, et on doit se poser la question de l'[impact] de tels événements* », a-t-il déclaré au +972. « *Mais il est de mon devoir d'essayer de rendre vivable mon existence sur cette terre. C'est ma responsabilité d'essayer d'améliorer les choses pour mon peuple et ma famille.* »

Sa position reflète les deux injonctions entre lesquelles sont coincés les Palestiniens : d'un côté, le désir de construire et de rendre pérennes des formes de coexistence avec des Israéliens juifs qui croient sincèrement en notre égalité dans cette terre ; de l'autre, la reconnaissance que ces Israéliens-là restent une petite minorité, incapables de traduire leurs croyances en puissance politique qui peut réellement changer nos réalités vécues.

Comme Ghanem l'a suggéré, il n'y a pas de véritable horizon à court terme pour un accord négocié visant à mettre fin à l'occupation – ni par le biais d'élections, ni par celui d'initiatives émergeant de la société israélienne. Plutôt que d'attendre une avancée politique qui ne viendra sans doute pas, il a appelé à donner la priorité au renforcement de la société palestinienne elle-même : redonner de la force aux institutions locales, aux groupes professionnels et aux formes plus larges de coordination politique collective.

Si on n'accroît pas la capacité interne de la société palestinienne, aucun processus externe – diplomatique ou de base – ne parviendra à saper les décennies de règne d'apartheid qu'Israël a imposées aux Palestiniens.

« *Il y a de la valeur même chez les gauchistes qui ne parlent qu'à eux-mêmes* », a pensé Maya Savir. Cela peut être vrai dans une situation où la question centrale n'est plus de savoir quelle solution politique est préférable, mais si une solution reste possible.

Une ouverture limitée

Au cours des deux dernières années et demie, la communauté pour la construction de la paix a été confrontée à une montagne de défis la plus ardue à ce jour : un génocide à Gaza [soutenu par la majorité de la société israélienne](#), une indifférence généralisée à [l'escalade](#) en Cisjordanie et l'effondrement imminent de toute discussion politique sérieuse sur la fin de l'occupation, et sur la justice et de la dignité pour tous.

Pour Ghanem et Oraby, donc, participer à ces espaces n'est pas motivé par les attentes de changement politique immédiat. À l'inverse, la valeur de ces rassemblements réside dans la création d'ouvertures limitées pour construire des alliances, réduire les dommages immédiats et, peut-être le plus important, acheter du temps de changement – pour élire un nouveau gouvernement, reconstruire la société palestinienne et organiser un plan plus systématique pour l'action future.

Même en l'absence d'une solution politique, pas mal de personnes à qui j'ai parlé croient que virer le gouvernement extrémiste de Netanyaou pourrait créer au moins un espace pour le travail de la société civile, le discours sur les droits humains et l'organisation politique, allégeant ainsi certaines des pressions et des restrictions qui se sont intensifiées ces dernières années. Mais cet espoir semble aussi déconnecté de la réalité politique internationale.

Un gouvernement conduit par Bennett, par exemple, serait susceptible d'adopter le même schéma de gestion du conflit que celui mis en œuvre pendant les années au pouvoir de Netanyaou. Il est difficile d'imaginer qu'un tel gouvernement prendrait des mesures significatives contre la violence des colons et la construction des colonies en Cisjordanie, se retirerait de la Ligne jaune à Gaza ou même reviendrait sur les restrictions basiques concernant la liberté d'expression, d'information et d'organisation de la société civile. En ce sens, ce qu'on imagine n'est pas nécessairement une situation politique différente, mais une gestion moins agressive d'une situation identique.

Cette stratégie a un coût : il se pourrait qu'elle crée l'impression que les Palestiniens seraient enclins à accepter une situation qui ne serait meilleure qu'à la marge par rapport à la situation actuelle, tout en réduisant la pression en faveur d'une action globale contre Israël sous la forme de sanctions et d'embargos. Mais pour certains, cela vaut le coup si cela crée un espace où survivre, se regrouper et créer de nouvelles formes d'organisation politique qui puissent engendrer un changement plus fondamental dans ce pays.

Samah Watad est une journaliste et enquêtrice palestinienne basée en Israël, spécialisée dans la politique et les questions sociales.

La version que vous avez sous les yeux est traduite à l'aide de DeepL et revue par Brigitte Cherprenet Berger et Jean-Marie Fouquer à partir de celle publiée en anglais sur le site de +972 : [The Israeli left is speaking only to itself](#)